



TRANSAT A.T. INC.
PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 janvier 2016

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symbole boursier
TSX: TRZ

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, par rapport au trimestre clos le 31 janvier 2015 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2015, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2015. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 9 mars 2016. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section Mesures financières non normalisées selon les IFRS pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit une hausse des charges opérationnelles de 5,1 % sur le marché des destinations soleil et une baisse de 7,4 % sur le marché transatlantique pour le deuxième trimestre, ainsi qu'une baisse des charges opérationnelles de 4,6 % pour le deuxième semestre, par rapport à l'année dernière.
- La perspective selon laquelle les résultats du deuxième trimestre pourraient être inférieurs à ceux du trimestre correspondant de l'hiver dernier.

En faisant ces déclarations, la Société a supposé, entre autres, que les voyageurs continueront de voyager, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet et que les prix du carburant, les taux de change, les coûts d'hôtels et autres coûts terrestres demeureront stables. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société pour mesurer le rendement opérationnel comprennent le résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée), le résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts et le résultat net ajusté (perte nette ajustée).

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration et autres éléments inhabituels importants, incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période.
Résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts	Résultat avant charge d'impôt (perte avant charge d'impôts) avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation de goodwill et autres éléments inhabituels importants, incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation de goodwill et autres éléments inhabituels importants, incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, net des impôts y afférents.
Résultat net (perte nette) ajusté par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Contrats de location simple ajustés	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
Dettes totales	Dettes à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	Trimestres clos les 31 janvier			
	2016	2015	Écart	Écart
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	%
États des résultats consolidés				
Revenus	846 928	788 581	58 347	7,4
Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée) ¹	(40 628)	(35 753)	(4 875)	(13,6)
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(61 155)	(64 314)	3 159	4,9
Résultat (perte) de base par action	(1,64)	(1,66)	0,02	1,2
Résultat dilué (perte diluée) par action	(1,64)	(1,66)	0,02	1,2
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) ¹	(37 267)	(32 447)	(4 820)	(14,9)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action ¹	(1,00)	(0,84)	(0,16)	(19,0)
États des flux de trésorerie				
Activités opérationnelles	116 479	97 492	18 987	19,5
Activités d'investissement	(16 780)	(15 074)	(1 706)	(11,3)
Activités de financement	(4 674)	(18)	(4 656)	s.o.
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(37)	2 344	(2 381)	(101,6)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	94 988	84 744	10 244	12,1
	Au 31 janvier 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$	Écart \$	Écart %
États de la situation financière consolidés				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	431 411	336 423	94 988	28,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)	440 523	412 099	28 424	6,9
	871 934	748 522	123 412	16,5
Actif total	1 781 584	1 513 764	267 820	17,7
Dette à long terme	—	—	—	—
Dette totale ¹	539 835	494 295	45 540	9,2
Dette totale nette ¹	108 424	157 872	(49 448)	(31,3)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre principalement au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartiennent. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède, exploite ou gère des propriétés au Mexique, à Cuba et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale de manière ciblée, tenant compte de l'évolution de l'industrie du tourisme. À ce titre, elle a ces dernières années considérablement amélioré son efficacité au chapitre des opérations aériennes, et lancé un certain nombre d'initiatives, y compris technologiques, pour devenir plus efficace et plus performante en tant que distributeur. La stratégie prévoit également la pénétration de nouveaux marchés-sources et de nouvelles destinations, la priorité allant à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations. En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie, à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, et à un programme d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Au vu et au su de cette tendance, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable.

Pour l'exercice 2016, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

1. Mettre en œuvre une stratégie intégrée en matière de distribution et de marque, comprenant entre autres la mise en place d'une expérience de shopping en ligne bonifiée, une augmentation des ventes contrôlées, le déploiement de la marque Transat et la finalisation des projets technologiques nécessaires.
2. Améliorer la compétitivité de notre offre et augmenter la capacité sur les destinations soleil, renforcer notre présence et augmenter notre capacité sur le marché transatlantique, et poursuivre le déploiement de l'offre clubs Lookéa.
3. Réduire la perte financière de la saison hivernale et maintenir la rentabilité de la saison estivale, entre autres par la poursuite de notre programme d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts, avec des gains prévus de 30 millions \$ en 2016.
4. Pénétrer un nouveau marché par voie d'acquisition et optimiser notre stratégie hôtelière, notamment quant à notre participation dans Ocean Hotels.
5. Simplifier la structure organisationnelle et optimiser le plan de gestion de la succession.
6. Obtenir le statut Partenaire de la certification Travelife.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	721 281	678 881	42 400	6,2
Europe	125 647	109 700	15 947	14,5
	846 928	788 581	58 347	7,4

Nous tirons nos revenus des voyagistes expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyagistes réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport au premier trimestre de 2015, nos revenus ont augmenté de 58,4 millions \$ (7,4 %). Cette augmentation découle d'une augmentation globale du nombre de voyageurs de 8,7 % et d'une hausse des prix de vente moyens des produits de type forfait sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période. Au cours du trimestre, la hausse du nombre de voyageurs résulte à la fois du nombre de passagers sur le marché des destinations soleil et celui sur le marché transatlantique. Notre offre de produits sur le marché des destinations soleil était supérieure de 9,6 % à celle déployée en 2015 et de 18,8 % sur le marché transatlantique.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %
Coûts liés à la prestation de services touristiques	509 348	458 373	50 975	11,1
Salaires et avantages du personnel	96 517	87 894	8 623	9,8
Carburant d'aéronefs	61 410	91 453	(30 043)	(32,9)
Entretien d'aéronefs	39 953	29 361	10 592	36,1
Commissions	36 937	36 308	629	1,7
Loyer d'aéronefs	32 275	23 167	9 108	39,3
Frais d'aéroports et de navigation	24 808	21 568	3 240	15,0
Autres	85 501	76 813	8 688	11,3
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(1 932)	(603)	(1 329)	220,4
Amortissement	12 657	11 738	919	7,8
Total	897 474	836 072	61 402	7,3

Nos charges opérationnelles totales ont augmenté de 61,4 millions \$ (7,3 %) au cours du trimestre par rapport à 2015. Cette augmentation découle principalement de la hausse du nombre de voyageurs au cours du trimestre, alimentée par notre décision d'augmenter notre offre de produits sur le marché des destinations soleil de 9,6 %, et de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. L'augmentation de 51,0 millions \$ (11,1 %) résulte de l'augmentation de notre offre de produits sur le marché des destinations soleil au cours de la saison d'hiver et de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, lesquelles ont été atténuées par la diminution des coûts des chambres d'hôtels.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 8,6 millions \$ (9,8 %) pour s'établir à 96,5 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2016. L'augmentation découle principalement de l'embauche de pilotes et d'agents de bord à la suite de l'ajout de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et des révisions salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 30,0 millions \$ (32,9 %) au cours du trimestre. Cette diminution résulte principalement de la baisse des indices de prix du carburant sur les marchés financiers. Or, la Société n'a pu profiter pleinement de cette baisse compte tenu de son programme de couverture des prix du carburant en place. L'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain (le carburant étant principalement payé en dollar américain), ainsi que l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015, ont également contribué à freiner la baisse des coûts de carburant d'aéronefs.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2015, ces dépenses ont augmenté de 10,6 millions \$ (36,1 %) au cours du trimestre. Cette augmentation découle de l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain et de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a augmenté de 0,6 million \$ (1,7 %) au cours du premier trimestre, par rapport à 2015. En pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 4,4 % de nos revenus pour le trimestre, comparativement à 4,6 % en 2015. Cette diminution résulte d'une baisse des revenus sur lesquels une commission est calculée.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 9,1 millions \$ (39,3 %) au cours du trimestre. Cette augmentation découle de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015 ainsi que de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain. En lien avec notre plan stratégique, plus particulièrement la mise en place d'une flotte flexible, nous opérons pour la saison d'hiver 2016 et de façon temporaire quinze Boeing 737, lesquels s'ajoutent à notre flotte permanente de quatre Boeing 737.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et les exploitants de services de navigation aérienne. Au cours du trimestre, ces frais ont augmenté de 3,2 millions \$ (15,0 %) comparativement à 2015. Cette augmentation découle de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015 ainsi qu'à l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 8,7 millions \$ (11,3 %) au cours du trimestre, comparativement à 2015. L'augmentation découle principalement d'une hausse des autres coûts aériens à la suite de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015 et d'une hausse des coûts de marketing.

QUOTE-PART DU BÉNÉFICE NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [«CIBV»], notre entreprise en hôtellerie. Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée pour le présent trimestre s'élève à 1,9 million \$ comparativement à 0,6 million \$ pour le trimestre correspondant de 2015. L'augmentation découle d'une meilleure rentabilité opérationnelle comparativement à la période correspondante de 2015.

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles amortissables et des avantages incitatifs reportés. L'amortissement a augmenté de 0,9 million \$ au cours du premier trimestre de 2016. Cette augmentation est principalement attribuable aux additions et aux améliorations apportées à notre flotte d'aéronefs ainsi qu'à nos systèmes informatiques.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 50,5 millions \$ (6,0 %) au cours du trimestre, comparativement à une perte d'exploitation de 47,5 millions \$ (6,0 %) en 2015. Cette diminution du résultat d'exploitation provient d'une réduction du résultat d'exploitation en Amérique de 6,6 millions \$, compensée en partie par une amélioration du résultat d'exploitation en Europe de 3,5 millions \$. En outre, nos efforts de réduction de coûts combinés à la baisse des prix du carburant n'ont pas suffi à compenser la forte dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, qui a contribué à augmenter nos charges opérationnelles de 51,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 2015.

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 40,6 millions \$ (4,8 %), comparativement à une perte d'exploitation ajustée de 35,8 millions \$ (4,5 %) en 2015.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

Amérique	Trimestres clos les 31 janvier			
	2016	2015	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%
Revenus	721 281	678 881	42 400	6,2
Charges opérationnelles	758 907	709 915	48 992	6,9
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(37 626)	(31 034)	(6 592)	(21,2)
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) (%)	(5,2)	(4,6)	(0,6)	(14,1)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 42,4 millions \$ (6,2 %), comparativement à 2015. L'augmentation de nos revenus découle de notre décision d'augmenter notre offre de produits de 9,6 % sur le marché des destinations soleil et de 18,8 % sur le marché transatlantique; ce qui a contribué à la hausse de 10,7 % du nombre de voyageurs sur l'ensemble de nos marchés, alors que nos prix de vente moyens sur les produits de type forfait étaient en hausse. Au cours du trimestre, l'augmentation du nombre de voyageurs résulte à la fois du nombre de passagers sur le marché des destinations soleil et celui sur le marché transatlantique. Nous avons réalisé une perte d'exploitation de 37,6 millions \$ (5,2 %) pour le premier trimestre de 2016, comparativement à 31,0 millions \$ (4,6 %) en 2015. L'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement d'une diminution de nos revenus de sous-location d'aéronefs et des hausses de nos coûts de marketing et de nos salaires. Pour le trimestre, la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain combinée à la baisse des coûts du carburant a entraîné une augmentation de nos charges opérationnelles de 24,0 millions \$ sur les forfaits sud, qui a été compensée aux deux tiers par la hausse de nos prix de vente moyens.

EUROPE

Europe	Trimestres clos les 31 janvier			
	2016	2015	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%
Revenus	125 647	109 700	15 947	14,5
Charges opérationnelles	138 567	126 157	12 410	9,8
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(12 920)	(16 457)	3 537	21,5
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) (%)	(10,3)	(15,0)	4,7	31,5

Comparativement à 2015, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont augmenté de 15,9 millions \$ (14,5 %). Cette augmentation résulte d'une augmentation des prix de vente moyens et de l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar, en partie compensée par une baisse de nos revenus découlant de la mise en place, au cours de l'exercice 2015, d'une nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez notre filiale Air Transat plutôt que par le biais de nos filiales européennes, ce qui a contribué à la diminution du nombre de voyageurs de 9,7 % pour le trimestre, comparativement à 2015. En devise locale, les revenus de nos sociétés européennes étaient en hausse. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 12,9 millions \$ (10,3 %) au cours du trimestre, comparativement à une perte d'exploitation de 16,5 millions \$ (15,0 %) en 2015. La diminution de notre perte d'exploitation découle principalement de la hausse des marges réalisées sur les produits de type forfait et circuit.

AUTRES CHARGES ET REVENUS

	Trimestres clos les 31 janvier			
	2016	2015	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%
Coûts de financement	473	527	(54)	(10,2)
Revenus de financement	(1 781)	(2 018)	237	11,7
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	35 542	43 771	(8 229)	(18,8)
Gain de change sur les éléments monétaires non courants	(1 180)	(1 897)	717	37,8

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts, les frais d'attente ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont diminué de 0,1 million \$ en 2016 comparativement à 2015.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement ont diminué de 0,2 million \$ au cours du trimestre comparativement à 2015.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES DÉRIVÉS LIÉS AU CARBURANT ET AUTRES DÉRIVÉS

La variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à la fluctuation des prix du carburant et des taux de change. Au cours du trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a diminué de 35,5 millions \$, comparativement à une diminution de la juste valeur de 43,8 millions \$ en 2015, compte tenu de la baisse importante des cours du carburant.

GAIN DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES NON COURANTS

Le gain de change sur les éléments monétaires non courants de 1,2 million \$ pour le trimestre, comparativement à 1,9 million \$ en 2015, est principalement attribuable à l'effet favorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération d'impôts sur le résultat s'établit à 23,8 millions \$ au cours du premier trimestre comparativement à 24,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel s'est établi à 27,8 % pour le présent trimestre, comparativement à 28,0 % pour la période correspondante de 2015. La variation des taux d'imposition pour le trimestre découle des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En tenant compte des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 s'est établie à 59,8 millions \$ comparativement à 63,1 millions \$ en 2015. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 61,2 millions \$, soit 1,64 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 64,3 millions \$, soit 1,66 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2016, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 37 260 000 (de base et dilué), comparativement à 38 754 000 (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de 2015.

Pour le premier trimestre, notre perte nette ajustée s'est établie à 37,3 millions \$ (1,00 \$ par action) comparativement à 32,4 millions \$ (0,84 \$ par action) en 2015.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des baisses par rapport aux trimestres comparatifs, sauf pour le premier trimestre de 2016, qui affiche une hausse. Pour la saison d'hiver (T1 et T2), les prix de vente moyens sont en hausse alors que le nombre de voyageurs est en hausse pour le T1-2016 et en baisse pour le T2-2015. Pour la saison estivale (T3 et T4), les prix de ventes moyens sont en baisse en 2015, à la suite de la baisse des prix du carburant, alors que le nombre de voyageurs est en hausse. Quant à nos résultats d'exploitation, les hausses de nos prix de vente moyens durant l'hiver combinées à nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marge n'ont pas été suffisantes pour compenser les effets sur nos coûts de la vigueur du dollar américain. Pour la saison estivale, la baisse des prix du carburant a plus que compensé la hausse du dollar américain. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles non auditées								
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T2-2014	T3-2014	T4-2014	T1-2015	T2-2015	T3-2015	T4-2015	T1-2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 118 620	941 702	844 654	788 581	1 018 498	920 123	839 166	846 928
Loyers d'aéronefs	19 853	23 350	24 856	23 167	24 684	24 702	26 306	32 275
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(13 029)	36 091	57 392	(47 491)	(9 744)	34 913	72 276	(50 546)
Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	4	47 789	76 028	(35 753)	3 395	46 472	86 707	(40 628)
Résultat net (perte nette)	(6 606)	26 296	31 236	(63 088)	26 267	13 820	69 965	(59 803)
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(7 903)	25 820	30 607	(64 314)	24 704	13 067	69 108	(61 155)
Résultat par action de base	(0,20)	0,67	0,79	(1,66)	0,64	0,34	1,82	(1,64)
Résultat par action dilué	(0,20)	0,66	0,79	(1,66)	0,64	0,34	1,82	(1,64)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	(7 553)	26 730	49 353	(32 447)	(6 623)	27 216	54 797	(37 267)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action	(0,19)	0,69	1,27	(0,84)	(0,17)	0,71	1,44	(1,00)

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 janvier 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 431,4 millions \$, comparativement à 336,4 millions \$ au 31 octobre 2015. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 440,5 millions \$ à la fin du premier trimestre de l'exercice 2016 comparativement à 412,1 millions \$ au 31 octobre 2015. Notre état de la situation financière témoigne d'un fonds de roulement de 8,3 millions \$, soit un ratio de 1,01, par rapport à 80,4 millions \$ et un ratio de 1,09 au 31 octobre 2015.

L'actif total a augmenté de 267,8 millions \$ (17,7 %), passant de 1 513,8 millions \$ le 31 octobre 2015 à 1 781,6 millions \$ le 31 janvier 2016. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 95,0 millions \$, des charges payées d'avance de 56,6 millions \$, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 28,4 millions \$, des instruments financiers dérivés de 21,5 millions \$ et des impôts sur le résultat à recevoir de 18,4 millions \$. Les capitaux propres ont diminué de 55,3 millions \$, passant de 537,3 millions \$ au 31 octobre 2015 à 481,9 millions \$ au 31 janvier 2016. Cette baisse découle principalement de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 61,2 millions \$ et des rachats d'actions totalisant 4,9 millions \$, lesquels ont partiellement été compensés par le gain de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 5,8 millions \$ et par le gain latent sur les couvertures de flux de trésorerie de 4,3 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 janvier		
	2016	2015	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	116 479	97 492	18 987
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(16 780)	(15 074)	(1 706)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 674)	(18)	(4 656)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(37)	2 344	(2 381)
Variation nette de la trésorerie	94 988	84 744	10 244

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du premier trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 116,5 millions \$, par rapport à 97,5 millions \$ en 2015. L'augmentation de 19,0 millions \$ survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à une hausse de 17,0 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 16,8 millions \$ au cours du premier trimestre, comparativement à 15,1 millions \$ en 2015 dû à une augmentation de nos acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 1,7 million \$. Au cours du premier trimestre, nos acquisitions sont principalement liées aux équipements et à l'entretien d'aéronefs, ainsi qu'aux équipements et logiciels informatiques.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 0,0 million \$ pour le premier trimestre 2015 à 4,7 millions \$ en 2016, soit une augmentation de 4,7 millions \$. L'utilisation des flux de trésorerie supérieure à 2015 découle des rachats d'actions de 4,9 millions \$ effectués durant le trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

	31 janvier 2016 \$	31 octobre 2015 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	431 411	336 423	94 988	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	440 523	412 099	28 424	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	134 483	129 223	5 260	Saisonnalité des opérations et écart de change
Impôts sur le résultat à recevoir	35 328	16 900	18 428	Augmentation des impôts recouvrables compte tenu des résultats imposables de filiales
Stocks	11 855	9 079	2 776	Augmentation des achats de stocks pour l'aérien
Charges payées d'avances	136 928	80 318	56 610	Augmentation des montants payés d'avance aux hôteliers due à la saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	47 037	25 573	21 464	Variation favorable du dollar par rapport à la devise américaine en regard des contrats à terme contractés
Dépôts	72 305	58 901	13 404	Augmentation des montants versés à titre de dépôts à certains fournisseurs de services due à la saisonnalité des opérations
Actifs d'impôt différé	43 381	32 939	10 442	Augmentation des impôts différés relatifs aux instruments financiers dérivés
Immobilisations corporelles	137 245	133 502	3 743	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Goodwill	101 101	99 527	1 574	Écart de change
Immobilisations incorporelles	81 676	79 863	1 813	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Placement dans une entreprise associée	107 317	97 897	9 420	Quote-part du résultat net d'une entreprise associée et écart de change
Autres actifs	994	1 520	(526)	Aucun écart important
Passif				
Fournisseurs et autres créditeurs	459 162	355 656	103 506	Saisonnalité des opérations et écart de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	46 272	42 962	3 310	Écart de taux de change et incidence du calendrier des entretiens
Impôt sur le résultat à payer	689	1 431	(742)	Paiement des soldes dus
Dépôts de clients et revenus différés	658 197	489 622	168 575	Saisonnalité des opérations et écart de change
Instruments financiers dérivés	71 773	23 203	48 570	Variation défavorable des prix du carburant en regard des contrats à terme contractés
Autres passifs	51 567	52 026	(459)	Aucun écart important
Passifs d'impôt différé	12 015	11 612	403	Aucun écart important
Capitaux propres				
Capital-actions	214 382	218 134	(3 752)	Rachats d'actions nets des émissions sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	17 562	17 105	457	Charge liée aux paiements fondés sur des actions
Résultats non distribués	201 735	263 812	(62 077)	Résultat net
Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	19 215	14 960	4 255	Gain net sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	29 015	23 241	5 774	Gain de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

FINANCEMENT

Au 31 janvier 2016, la Société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

Le 19 février 2016, la Société a renouvelé son entente de crédit à terme rotatif de 50 millions \$ aux fins de ses opérations. Selon la nouvelle entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 millions \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOI (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 janvier 2016, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 10,0 millions € [15,3 millions \$].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés et d'autres par voie de notes aux états financiers. Au 31 janvier 2016, ainsi qu'au 31 octobre 2015, la Société n'avait aucune obligation présentée à l'état de la situation financière.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, s'élevaient à environ 709,6 millions \$ au 31 janvier 2016 (713,7 millions \$ au 31 octobre 2015) et se résument comme suit :

ENTENTES HORS BILAN (en milliers de dollars)	Au 31 janvier 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	36 966	36 838
Contrats de cautionnement	562	1 490
Contrats de location simple		
Obligations en vertu de contrats de location simple	672 066	675 385
	709 594	713 713

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2016, un montant de 67,3 millions \$ était utilisé, dont 44,9 millions \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; ces lettres de crédit irrévocables sont détenues par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, les lettres de crédit émises pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction seront levées.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2016, un montant de 22,2 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société dispose de lignes de cautionnement pour 17,6 millions € (26,9 millions \$), dont 9,7 millions € étaient utilisés (14,8 millions \$).

Pour ses opérations françaises, la Société a aussi accès à des lignes de crédit bancaires afin d'émettre des lettres de crédit gagées par des dépôts. Au 31 janvier 2016, nous avons émis pour 2,7 millions € (4,0 millions \$).

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagée par des dépôts de 14,8 millions £ (29,6 millions \$), laquelle est pleinement utilisée.

Au 31 janvier 2016, le montant des ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, avait diminué de 4,1 millions \$. Cette diminution découle des remboursements effectués au cours du trimestre, compensée en partie par la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière, alors que nos ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, ont diminué de 4,1 millions \$, par rapport au 31 octobre 2015, passant de 713,7 millions \$ à 709,6 millions \$.

La dette totale de la Société s'élève à 539,8 millions \$, soit une hausse de 45,5 millions \$ comparativement au 31 octobre 2015. Cette hausse découle de l'ajout de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et de la vigueur du dollar américain par rapport au dollar.

La dette totale nette a diminué de 49,5 millions \$, passant de 157,9 millions \$ au 31 octobre 2015 à 108,4 millions \$ au 31 janvier 2016. La diminution de notre dette totale nette découle des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'en 2015, compensée en partie par l'augmentation de notre dette totale.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 janvier 2016, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 4 mars 2016, il y avait un total de 36 667 481 actions à droit de vote en circulation.

Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ».

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 4 mars 2016, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 740 523, dont 2 479 817 pouvaient être exercées.

AUTRES

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement douze Airbus A330 (345 ou 375 sièges), neuf Airbus A310 (249 sièges), et quatre Boeing 737-800 (189 sièges).

Durant l'hiver 2016, la Société bénéficie également d'ententes pour la location saisonnière de treize Boeing 737-800 (189 sièges) et de deux Boeing 737-700 (149 sièges).

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 10 avril 2015, la Société a annoncé avoir reçu les approbations réglementaires requises afin de procéder à une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour une période de 12 mois.

Conformément à son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société est autorisée à racheter aux fins d'annulation un maximum de 2 274 921 actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, représentant approximativement 10 % du flottant des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités a pour but de permettre à la Société d'utiliser, selon les circonstances et d'une manière judicieuse, une partie des surplus de liquidités de la Société.

Les achats réalisés dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités sont faits sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX en accord avec sa politique sur les offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Le prix payé par la Société pour le rachat des actions correspond au prix du marché au moment de l'acquisition en plus, le cas échéant, des frais de courtage. Les achats ont pu commencer à partir du 15 avril 2015 et se termineront au plus tard le 14 avril 2016.

La Société a racheté, au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2016, 692 400 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 4,9 millions \$.

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté à cette date un total de 2 274 921 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16,5 millions \$.

RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS COLLECTIVES

Le 23 février 2016, la Société a conclu une entente de principe en regard du renouvellement de la convention collective de travail des pilotes d'Air Transat, échue le 30 avril 2015. Cette entente sera soumise aux pilotes en mars 2016, assortie d'une recommandation d'approbation de la part des autorités syndicales.

RECHERCHE D'ACQUÉREURS POUR LES FILIALES VOYAGISTES EN FRANCE ET EN GRÈCE

Le 12 janvier 2016, la Société a annoncé avoir mis en place un processus visant à susciter des manifestations d'intérêt en provenance de tierces parties, pouvant éventuellement mener à la vente de certains actifs détenus par la Société à l'extérieur du Canada, soit ses opérations de voyageur en France et en Grèce. Pour le moment, aucune négociation à ce titre n'a été amorcée, et il n'y a aucune assurance qu'une transaction en résulterait.

Advenant que la transaction projetée se réalise, elle n'aura aucun impact sur le programme transatlantique, les opérations et le développement d'Air Transat en France ou en Europe. Transat maintient ses objectifs de croissance en tant que transporteur aérien entre l'Europe et le Canada.

Ce projet, qui découle du plan stratégique 2015-2017, met l'accent sur la croissance rentable dans les Amériques par le développement des activités de voyageur, de distribution et d'hôtellerie.

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où tous les actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 janvier 2016 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 2013, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Second trimestre – Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, le principal marché de la Société durant l'hiver, la capacité de Transat au second trimestre est supérieure de 1 % à celle offerte l'an passé. À ce jour, 77 % de cette capacité est vendue et les coefficients d'occupation sont supérieurs de 1,7 %. L'impact de la faiblesse du dollar canadien, net de la baisse du coût du carburant, entraînera une hausse des charges opérationnelles de 5,1 % si le dollar et le coût du carburant demeurent au niveau actuel. Les marges sont actuellement inférieures de 2,4 % à celles enregistrées à pareille date l'année dernière.

Sur le marché transatlantique, où c'est la basse saison, la capacité de Transat est supérieure de 18 % à celle déployée l'hiver dernier. À ce jour, 72 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation sont inférieurs de 1,2 %, et les prix de vente sont inférieurs de 4,7 %. L'impact de la baisse du coût du carburant entraînera une baisse des charges opérationnelles de 7,4 % si le coût de ce dernier demeure au niveau actuel.

En France, où l'hiver représente la basse saison, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations sont supérieures de 10 % et les prix de vente sont supérieurs de 2 %.

Compte tenu de la baisse rapide et récente du dollar canadien, des craintes des consommateurs à l'égard du Zika et d'une menace de grève des pilotes chez Air Transat, maintenant écartée, la Société prévoit que les résultats du deuxième trimestre pourraient être inférieurs à ceux du trimestre correspondant de l'hiver dernier.

Été 2016 – Quant à l'été 2016, il est encore tôt pour tirer des conclusions. À ce jour, 30 % des sièges sont vendus. En comparaison avec l'été 2015, qui fut le deuxième meilleur été de l'histoire de la Société, la capacité de Transat sur le marché transatlantique est supérieure de 8 %. Les taux d'occupation sont inférieurs de 2,2 %. Les prix sont en baisse de 2,5 %, mais les charges opérationnelles seront en baisse de 4,6 % si le dollar et le coût du carburant demeurent au niveau actuel.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016	Au 31 octobre 2015
	\$	\$
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	431 411	336 423
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 4]</i>	395 623	367 199
Clients et autres débiteurs	134 483	129 223
Impôts sur le résultat à recevoir	20 228	1 800
Stocks	11 855	9 079
Charges payées d'avance	136 928	80 318
Instruments financiers dérivés	45 785	25 277
Partie courante des dépôts	37 582	18 298
Actifs courants	1 213 895	967 617
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 4]</i>	44 900	44 900
Dépôts	34 723	40 603
Impôts sur le résultat à recevoir	15 100	15 100
Actifs d'impôt différé	43 381	32 939
Immobilisations corporelles	137 245	133 502
Goodwill	101 101	99 527
Immobilisations incorporelles	81 676	79 863
Instruments financiers dérivés	1 252	296
Placement dans une entreprise associée <i>[note 5]</i>	107 317	97 897
Autres actifs	994	1 520
Actifs non courants	567 689	546 147
	1 781 584	1 513 764
PASSIFS		
Fournisseurs et autres créditeurs	459 162	355 656
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	22 219	17 281
Impôts sur le résultat à payer	689	1 431
Dépôts de clients et revenus différés	658 197	489 622
Instruments financiers dérivés	65 353	23 188
Passifs courants	1 205 620	887 178
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 6]</i>	24 053	25 681
Autres passifs <i>[note 8]</i>	51 567	52 026
Instruments financiers dérivés	6 420	15
Passifs d'impôt différé	12 015	11 612
Passifs non courants	94 055	89 334
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions <i>[note 9]</i>	214 382	218 134
Provision pour paiements fondés sur des actions	17 562	17 105
Résultats non distribués	201 735	263 812
Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	19 215	14 960
Montant cumulé des écarts de change	29 015	23 241
	481 909	537 252
	1 781 584	1 513 764

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Trimestres clos les 31 janvier

2016 2015

\$ \$

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2016	2015
	\$	\$
Revenus	846 928	788 581
Charges opérationnelles		
Coûts liés à la prestation de services touristiques	509 348	458 373
Salaires et avantages du personnel	96 517	87 894
Carburant d'aéronefs	61 410	91 453
Entretien d'aéronefs	39 953	29 361
Commissions	36 937	36 308
Loyer d'aéronefs	32 275	23 167
Frais d'aéroports et de navigation	24 808	21 568
Autres	85 501	76 813
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(1 932)	(603)
Amortissement	12 657	11 738
	897 474	836 072
Résultat d'exploitation	(50 546)	(47 491)
Coûts de financement	473	527
Revenus du financement	(1 781)	(2 018)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	35 542	43 771
Gain de change sur les éléments monétaires non courants	(1 180)	(1 897)
Résultat avant charge d'impôts	(83 600)	(87 874)
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	(12 914)	(9 829)
Différés	(10 883)	(14 957)
	(23 797)	(24 786)
Résultat net de la période	(59 803)	(63 088)
Résultat net attribuable aux :		
Actionnaires	(61 155)	(64 314)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 352	1 226
	(59 803)	(63 088)
Résultat par action <i>[note 9]</i>		
De base	(1,64)	(1,66)
Dilué	(1,64)	(1,66)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 31 janvier	
(en milliers de dollars canadiens)	2016	2015
Résultat net de la période	\$	\$
Résultat net de la période	(59 803)	(63 088)
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront reclassés en résultat net		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(6 541)	45 839
Reclassement en résultat net	12 306	11 768
Impôts différés	(1 510)	(15 385)
	4 255	42 222
Gain de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	5 774	3 010
Total des autres éléments du résultat global	10 029	45 232
Résultat global de la période	(49 774)	(17 856)
Attribuable aux :		
Actionnaires	(53 237)	(18 444)
Participations ne donnant pas le contrôle	3 463	588
	(49 774)	(17 856)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global			Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
			Résultats non distribués	Profit latent (perte latente) sur les couver- tures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change			Total
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au 31 octobre 2014	224 679	15 444	227 872	11 712	3 239	482 946	—	482 946
Résultat net de la période	—	—	(64 314)	—	—	(64 314)	1 226	(63 088)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	42 222	3 648	45 870	(638)	45 232
Résultat global de la période	—	—	(64 314)	42 222	3 648	(18 444)	588	(17 856)
Émission sur le capital autorisé	225	—	—	—	—	225	—	225
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	406	—	—	—	406	—	406
Dividendes	—	—	—	—	—	—	(243)	(243)
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(983)	(983)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(638)	(638)	638	—
	225	406	—	—	(638)	(7)	(588)	(595)
Solde au 31 janvier 2015	224 904	15 850	163 558	53 934	6 249	464 495	—	464 495
Résultat net de la période	—	—	106 879	—	—	106 879	3 173	110 052
Autres éléments du résultat global	—	—	(537)	(38 974)	12 814	(26 697)	4 178	(22 519)
Résultat global de la période	—	—	106 342	(38 974)	12 814	80 182	7 351	87 533
Émission sur le capital autorisé	748	—	—	—	—	748	—	748
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 255	—	—	—	1 255	—	1 255
Rachat d'actions	(7 518)	—	(1 906)	—	—	(9 424)	—	(9 424)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	(3 978)	(3 978)
Autres variations du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(4 182)	—	—	(4 182)	4 182	—
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(3 377)	(3 377)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	4 178	4 178	(4 178)	—
	(6 770)	1 255	(6 088)	—	4 178	(7 425)	(7 351)	(14 776)
Solde au 31 octobre 2015	218 134	17 105	263 812	14 960	23 241	537 252	—	537 252
Résultat net de la période	—	—	(61 155)	—	—	(61 155)	1 352	(59 803)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	4 255	3 663	7 918	2 111	10 029
Résultat global de la période	—	—	(61 155)	4 255	3 663	(53 237)	3 463	(49 774)
Émission sur le capital autorisé	266	—	—	—	—	266	—	266
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	457	—	—	—	457	—	457
Rachat d'actions	(4 018)	—	(922)	—	—	(4 940)	—	(4 940)
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(1 352)	(1 352)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	2 111	2 111	(2 111)	—
	(3 752)	457	(922)	—	2 111	(2 106)	(3 463)	(5 569)
Solde au 31 janvier 2016	214 382	17 562	201 735	19 215	29 015	481 909	—	481 909

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 janvier	
	2016	2015
	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net de la période	(59 803)	(63 088)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (rentrées) de fonds :		
Amortissements	12 657	11 738
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	35 542	43 771
Gain de change sur les éléments monétaires non courants	(1 180)	(1 897)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(1 932)	(603)
Impôts différés	(10 883)	(14 957)
Avantages du personnel	670	600
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	457	406
	(24 472)	(24 030)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	129 244	129 470
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	8 397	(8 591)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	3 310	643
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	116 479	97 492
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16 780)	(15 074)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(16 780)	(15 074)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit de l'émission d'actions	266	225
Rachat d'actions	(4 940)	—
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	—	(243)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 674)	(18)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(37)	2 344
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	94 988	84 744
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	336 423	308 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	431 411	393 631
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)		
Impôts sur les bénéfices payés	5 004	18 631
Intérêts payés	125	73

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers \$ canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont négociées sous un seul symbole, soit « TRZ ».

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution, à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 9 mars 2016.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers classés sous « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 résout ce problème en introduisant un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où tous les actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

Note 4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 janvier 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 339 087 \$ [310 883 \$ au 31 octobre 2015] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec les ententes commerciales de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de carte de crédit. De plus, elle inclut 101 436 \$, dont 44 900 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [101 216 \$ au 31 octobre 2015, dont 44 900 \$ hors de l'actif à court terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 5 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

La variation de la participation dans une entreprise associée, Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2015	97 897
Quote-part du résultat net	1 932
Écart de conversion	7 488
Solde au 31 janvier 2016	107 317

Note 6 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'obligation d'entretien des aéronefs loués et aux pièces de rechange utilisées par le transporteur aérien de la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 31 janvier se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2015	42 962
Provisions supplémentaires	7 419
Montants imputés à la provision	(3 030)
Montants inutilisés repris	(1 079)
Solde au 31 janvier 2016	46 272
Provisions courantes	22 219
Provisions non courantes	24 053
Solde au 31 janvier 2016	46 272

	\$
Solde au 31 octobre 2014	36 312
Provisions supplémentaires	4 456
Montants imputés à la provision	(3 813)
Solde au 31 janvier 2015	36 955
Provisions courantes	12 799
Provisions non courantes	24 156
Solde au 31 janvier 2015	36 955

Note 7 DETTE À LONG TERME

Le 19 février 2016, la Société a renouvelé son entente de crédit à terme rotatif de 50 000 \$ pour les fins de ses opérations. Selon la nouvelle entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 000 \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 janvier 2016, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2016, un montant de 67 264 \$ était utilisé [66 943 \$ au 31 octobre 2015] dont 44 900 \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; ces lettres de crédit irrévocables sont détenues par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, les lettres de crédit émises pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction seront levées.

Des crédits d'exploitation totalisant 10 000 € (15 251 \$) [10 000 € (14 446 \$) au 31 octobre 2015] ont été accordés pour les opérations françaises de la Société. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés au 31 janvier 2016 et au 31 octobre 2015.

Note 8 AUTRES PASSIFS

	Au 31 janvier 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
Avantages du personnel	39 742	39 265
Avantages incitatifs reportés	11 825	12 761
Participations ne donnant pas le contrôle	36 257	32 800
	87 824	84 826
Moins les participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créiteurs	(36 257)	(32 800)
	51 567	52 026

Note 9 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les

assemblées d'actionnaires de la Société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2014	38 741 527	224 679
Émission de la trésorerie	28 788	225
Solde au 31 janvier 2015	38 770 315	224 904
Émission de la trésorerie	116 522	748
Rachat et annulation d'actions	(1 296 090)	(7 518)
Solde au 31 octobre 2015	37 590 747	218 134
Émission de la trésorerie	40 838	266
Rachat et annulation d'actions	(692 400)	(4 018)
Solde au 31 janvier 2016	36 939 185	214 382

Le 10 avril 2015, la Société a annoncé avoir reçu les approbations réglementaires requises afin de procéder à une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour une période de 12 mois.

Conformément à son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société est autorisée à racheter aux fins d'annulation un maximum de 2 274 921 actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, représentant approximativement 10 % du flottant des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

La Société a racheté, au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2016, 692 400 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 4 940 \$.

Au 31 janvier 2016, le nombre d'actions de catégorie A et de catégorie B s'élevait respectivement à 2 361 821 et à 34 577 364 [à 1 410 985 et à 36 179 762 au 31 octobre 2015].

Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ». Le changement n'implique aucune modification des statuts de la Société, de ses règlements ou de la structure de son capital. Ce changement n'a également pas d'effet sur les restrictions au droit de vote et au droit de propriété et sur les conditions rattachées aux actions à droit de vote variable de catégorie A et aux actions à droit de vote de catégorie B.

OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2015	2 741 856	11,81
Annulées	(1 333)	(19,24)
Solde au 31 janvier 2016	2 740 523	11,80
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2016	2 479 817	11,96

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2016	2015
[en milliers, sauf les montants par action]	\$	\$
NUMÉRATEUR		
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société servant au calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action	(61 155)	(64 314)
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	37 260	38 754
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	37 260	38 754
Résultat par action		
De base	(1,64)	(1,66)
Dilué	(1,64)	(1,66)

Étant donnée la perte enregistrée au cours des trimestres clos les 31 janvier 2016 et 2015, les 2 740 523 et 2 885 674 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 10 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 6, 15, 16, 22 et 23 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2015 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2016, le montant total de ces garanties non gagées par des dépôts s'élevait à 562 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 janvier 2016, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2016, un montant de 22 206 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Pour ses opérations en Europe, la Société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 17 620 € [26 872 \$]. Au 31 janvier 2016, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 9 678 € [14 760 \$].

Note 11 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestres clos les 31 janvier		
	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$
2016			
Revenus provenant de tiers	721 281	125 647	846 928
Charges opérationnelles	758 907	138 567	897 474
	(37 626)	(12 920)	(50 546)
2015			
Revenus provenant de tiers	678 881	109 700	788 581
Charges opérationnelles	709 915	126 157	836 072
	(31 034)	(16 457)	(47 491)

	Revenus ⁽¹⁾		Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 31 janvier		Au 31	Au 31
	2016	2015	janvier 2016	octobre 2015
	\$	\$	\$	\$
Canada	704 098	662 154	215 562	210 702
France	120 884	104 213	50 693	48 401
Royaume-Uni	4 416	4 995	37 282	37 962
Autres	17 530	17 219	16 485	15 827
	846 928	788 581	320 022	312 892

⁽¹⁾ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

